



«Je ne marcherai pas sur les cadavres des Camerounais pour parvenir à ETOUDI, Ce qui importe pour moi, c'est votre sang... »

Ces propos sont de **Maurice KAMTO**, Président sorti gagnant du verdict des urnes, mais déclaré par l'ordre établi le Candidat arrivé en second. Ils ne doivent pas s'analyser comme une reculade lâche et désabusée d'un Camerounais de la race des pleureuses, mais comme un appel profond d'un citoyen responsable épris de l'idéal de démocratie et de liberté.

Le sens de notre combat n'est pas tant de critiquer pour critiquer et, pour ne parler que de moi-même, de me venger de Paul Biya pour m'avoir fait condamner à 3 années d'emprisonnement tout simplement pour avoir demandé au peuple d'exiger de lui le respect de la constitution, notre loi fondamentale qui place jalousement le **Cameroun** sous un régime pluraliste et non de parti unique.

Ce combat est loin d'être de l'arrière-garde ; il reste d'actualité, puisque nos codes et lois restent bafoués d'égale manière et le sang continue toujours de couler parce que les Camerounais continuent d'exiger leur respect et l'égal traitement de tous devant la loi. En réponse, l'on tire à balles réelles sur des manifestants sans armes dont le crime commis est celui d'exiger le respect du verdict des urnes, la mise sous mains de justice de ceux qui se sont donné pour spécialité le pillage de la fortune publique, le sacrifice du pays aux pratiques

sataniques.

Mes Chers Compatriotes, les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets. Mécontent, le peuple tunisien est descendu dans la rue et le Grand Bourguiba a été contraint à la démission. C'est bien cette manifestation de la rue qui a contraint Blaise Compaoré à renoncer au pouvoir. Nous nous sommes battus, et nous nous battons toujours quand nos droits fondamentaux ne seront pas assurés. C'est ainsi qu'hier, nos aînés ont eu raison du pouvoir colonial et nous ont fait parvenir à une indépendance juridique, fut-elle théorique. Mais que de sang de nos frères et sœurs versé !

Quand la loi qui doit être notre force, notre principale alliée, ne nous apporte pas ou plus de quoi atteindre notre idéal, que reste-t-il, sinon la force devant une voie de fait. Se pose alors le problème de rapport de forces. Quand les institutions du pays sont sous l'influence d'un pouvoir politique contesté, peut-on encore parler d'une légalité républicaine ? Face à un peuple mécontent, bafoué dans ses droits et qui revendique, est-on en droit d'opposer les forces armées du pays, censées légitimement appelées à le protéger ? Dans toute l'histoire de l'humanité a-t-on vu une armée républicaine gagner une guerre contre son peuple ?

Vous pouvez bien interdire tout parti existant, museler l'opposition, pourtant ce n'est pas sur les mots d'ordre d'un parti que naissent ou sont nées les grandes révolutions.

La rue n'appartient à personne, et quand le peuple dans sa grande majorité, exaspéré, décide de s'en emparer, qui pourra le réduire au silence, pas même les menaces à peine voilées d'un Ministre de l'Administration Territoriale qui ne sait plus à quel saint se vouer.

Il n'y a pire eau que l'eau qui dort.

Quand demain les peuples du Cameroun auront pris enfin conscience de ce que **Paul Biya** est leur mandataire et qu'à ce titre il a des comptes à leur rendre, ils comprendront le degré de l'insolence et du mépris affichés à chacun de ses actes. Faire passer l'annulation de la **CAN** pour un simple « glissement de date », mais de qui se moque-t-on ? Alors qu'au lendemain d'une telle humiliation nous nous attendions tous à voir les sanctions tomber, rien de tout cela ; les fauteurs sont toujours là et ont plutôt gagné des galons.

En démocratie, les réunions publiques, les marches, les sit-in et autres manifestations sont des modes d'expression qui n'exposent pas, ou ne devraient nullement exposer à des répressions sanglantes, celles que nous sert Mvomeka, et sans ménagement. Où va-t-on ?

Il faut faire attention, 2008 n'était qu'un avant-goût comparé à la bourrasque qui s'annonce ! Et les gouvernants semblent avoir oublié la détermination du peuple, s'emmurant dans une arrogance et une suffisance qui vont finir par les perdre.

Voilà des individus qui, dans un contexte normal, par simple dignité et sens des responsabilités, auraient déjà dû rendre leur tablier à la suite de scandales répétés qui ont relégué le pays au rang d' « État voyou », plongé les populations dans une misère indescriptible... et au lieu de cela, ils se pavanent à longueur de journée, vautés dans des véhicules 4X4 achetés par le sang et la sueur du peuple, se gargarisant de discours qu'ils sont seuls à comprendre dans ce

contexte de vide absolu au sommet de l'État.

Sans autre objectif que celui de s'enrichir au plus vite et par tous les moyens, ils profitent de la santé chancelante de Paul BIYA pour renforcer leurs différentes positions de rente et s'organiser à semer la discorde au sein du peuple en distillant un discours de haine et de tribalisme qui nous oppose les uns aux autres.

Désormais aux commandes et englués dans la luxure, ils se donnent tous les droits sur la fortune publique et veulent même disposer de nos vies en envoyant l'armée du peuple nous mater.

Jusqu'où cela peut-il aller ? Jusqu'où cela peut-il mener ?

Résolument, nous devons nous dire que tout ceci prendra le temps qu'il faut et que le peuple aura raison d'eux ! Mais nous pouvons abréger les choses en rappelant à l'ensemble des corps habillés qu'ils font partie intégrante du peuple et qu'ils ne se fassent plus manipuler en obéissant aux ordres qui n'assurent pas la cohésion de la nation. Ne nous a-t-on pas appris que c'est honorer une obligation que de désobéir à un ordre illégal ?

Ils sont passés maîtres dans l'art de la manipulation en se disant que le peuple est de toutes façons anesthésié, la preuve, ils ont commis le casse du siècle avec le scandale de la CAN sans que personne ne lève le petit doigt. De quoi auraient-ils donc peur ? Du monarque chancelant ? C'est leur jouet et ils bâtissent toutes sortes de scénarii autour de lui, avec l'entière complicité de proches parents et même des intimes du vieux lion.

Face à cette situation ubuesque qui n'a que trop duré, nous avons l'obligation de sauver notre pays en montrant par tous les moyens nécessaires que ne pouvons pas continuer de nous laisser manipuler par des individus sans foi ni loi qui profitent de notre silence pour façonner notre avenir et le destin de notre nation.

L'intégrité territoriale, la cohésion nationale ne sont pas une option, mais un devoir pour notre survie en tant que Peuple, pour notre existence en tant que Nation !

Gardons-nous de toute souillure du monde

Et méfions-nous de l'eau qui dort.

J'ai dit.

P/s : Bien vouloir passer le mot à « zéro balle », illustre successeur de « zéro mort »

(*) Président du Mouvement Social pour la Nouvelle Démocratie (M.S.N.D)

Avocat au Barreau du Cameroun

Ancien Bâtonnier de l'ordre
